

## Le travail, premier chantier, des « cent jours » d'Emmanuel Macron

« Rencontre avec Emmanuel Macron : ce que vont demander les patrons », titre **La Tribune** qui énumère les sujets que le patronat veut aborder ce matin, alors que les organisations ont rendez-vous avec le président à l'Élysée à 11 heures. Le décalage de l'âge de départ à 64 ans n'est pas sans les inquiéter. Car les employeurs se retrouvent en première ligne pour maintenir plus longtemps dans l'emploi les actifs. Or, à les entendre, garder ces seniors n'est pas toujours facile, souvent plus coûteux aussi, car les niveaux de salaire sont supérieurs aux juniors. D'où leur déception de voir le CDI de fin de carrière, exonéré de cotisations, supprimé du texte par les Sages de la rue de Montpensier. Aussi, ils comptent bien demander au chef de l'État d'inscrire, dans la future loi sur le plein emploi par exemple, un dispositif de ce type. Autre sujet qui devrait occuper une bonne partie de la discussion, l'usure professionnelle. Mais ce qui inquiète le plus les organisations patronales, ce sont d'éventuelles hausses d'impôts. Avec les profits records publiés par les grands groupes, les sommets atteints par le CAC 40, la recherche d'argent du gouvernement pour financer non seulement les mesures anti-inflation mais aussi pour boucler son budget dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, les patrons craignent « de passer à la caisse ». (La Tribune)

« Après les retraites, Macron se donne "cent jours" pour se relancer », titre **Le Figaro** qui consacre sa Une à l'allocution du chef de l'État hier, qui s'est adressé aux Français pour tenter de sortir son quinquennat de la crise. Passé quelques justifications convenues sur la nécessité de repousser l'âge légal de départ à 64 ans et un constat lucide sur le fait qu'« un consensus n'a pas été trouvé », le président s'est interrogé : « Est-ce pour autant une réforme acceptée ? À l'évidence, non. » De cette colère qui s'exprime quasiment toutes les semaines, Emmanuel Macron propose sa propre lecture – « Colère face à un travail qui, pour beaucoup de Français, ne permet plus de bien vivre » – avant de proposer sa solution : « Ouvrir ou reprendre trois grands chantiers. » Pour la justice, le mieux vivre mais avant tout sur le travail. C'est là qu'il tend la main aux syndicats pour ouvrir une série de négociations sur les salaires, les carrières, les conditions de travail, l'usure professionnelle, l'emploi des seniors et les reconversions professionnelles. Avec eux, il veut bâtir un « pacte de la vie au travail ». Obstacle sur la route de l'« apaisement » imaginé par l'exécutif, syndicats comme partis de gauche n'entendent pas affaiblir leur mobilisation jusqu'à la fête du Travail. Aujourd'hui, à l'Élysée, seules les organisations patronales ont prévu d'honorer l'invitation du président, l'intersyndicale l'a décliné. Laurent Berger (CFDT) a déploré le « vide » de l'allocution présidentielle. Quant à ses opposants politiques, ils fustigent des propositions insuffisantes. (Le Figaro, p.1)